



EPREUVE COMMUNE - FILIERES MP - PC - PSI - TSI

FRANÇAIS-PHILOSOPHIE

Durée : 4 heures

N.B. : Le candidat attachera la plus grande importance à la clarté, à la précision et à la concision de la rédaction. Si un candidat est amené à repérer ce qui peut lui sembler être une erreur d'énoncé, il le signalera sur sa copie et devra poursuivre sa composition en expliquant les raisons des initiatives qu'il a été amené à prendre.

<p>L'usage de tout document et de toute machine est interdit. Il sera tenu compte de la présentation générale et de la correction de la langue.</p>
--

BARÈME

Résumé de texte : 6 points sur 20
Questions : 2 points sur 20
Dissertation : 12 points sur 20

**Le texte ci-dessous permet de répondre aux questions.
De même, la connaissance des œuvres au programme permet de traiter la dissertation.**

Lorsqu'il est question de la transgression d'une loi juridique, d'un ensemble de règles qui délimitent légalement ce qui est ou non permis dans une société donnée, l'acte qui accomplit une telle transgression se mesure par rapport à ce qui est admis, sans qu'on puisse préalablement juger du caractère juste ou injuste des normes en question. La transgression en elle-même n'autorise pas une telle inférence¹. Que de la transgression d'une règle juridique s'en suive la punition, cette seule liaison ne nous dit rien sur le caractère de cette loi, car nous pouvons facilement envisager le cas suivant lequel la punition de quelqu'un qui cherche à transformer certaines formes d'existence sociale n'a pas la même signification que la punition d'un assassin qui met à mort un citoyen quelconque. L'écart de signification dépend de la norme transgressée et du type d'action, si l'on tient devant les yeux, non seulement le caractère d'une transgression individuelle, mais le développement des lois à travers le temps. Ce qui est un crime pour une époque ne l'est pas nécessairement pour une autre. De même, les formes de punition ont connu les plus grandes transformations. Ainsi, une transgression peut

¹ Déduction logique.

15 devenir l'occasion d'une réévaluation des règles régissant une société, révision qui vise à un perfectionnement de celles-ci et une amélioration de la vie collective des hommes par le biais de l'introduction d'un autre critère, plus universel, de mensuration de la justice. En d'autres termes, il s'agit de distinguer des formes déterminées et spécifiques de transgression qui peuvent nous renvoyer à une critique des lois dans leur positivité, donnant ainsi lieu - ou ouvrant espace à - la création ou l'établissement d'une autre loi à partir d'un nouveau principe

20 de structuration et de création de lois. La seule transgression, de ce fait, ne préfigure aucune « méchanceté ». Elle peut même gagner la signification de « bonne » si elle se révèle comme négation d'une loi « injuste » ou « mauvaise » dans une autre perspective.

25 De même, la transgression des règles politiques qui donnent cohésion à une société donnée, et disposent légalement des modes d'emploi de la violence à l'égard de ceux qui se rebellent contre cet ordre, nous interroge sur le sens de l'acte qui met en question une forme déterminée d'existence politique. La transgression en tant que telle n'est pas nécessairement mauvaise, puisqu'on peut trouver des formes de l'agir humain qui peuvent également aller dans le sens d'une transformation de la société grâce à l'introduction de nouveaux droits issus d'une vision plus élargie de la justice. Ainsi, le non-respect ou la non-acceptation d'une règle

30 politique, ou de son mode d'application, peut être à la fois illégal et légitime. Car le critère qui permet une telle distinction véhicule un autre regard - plus universel - sur ce que doit être la vie politique des hommes. L'histoire est particulièrement riche d'exemples qui montrent non seulement l'existence de telles formes de contestation, mais de leur importance du point de vue du processus de transformation des sociétés et des principes sur lesquels celles-ci se

35 fondent. Par conséquent, une insubordination politique ou une rébellion peuvent se mesurer par rapport à une idée non encore reconnue de ce qu'est la « justice » ou le « bien commun » par les membres d'une communauté ou d'une société qui n'acceptent pas d'abandonner leurs privilèges et leurs formes de domination politique. Un tel conflit se place nécessairement au niveau des principes qui président aux formes d'existence sociale. Le dénouement de tels

40 conflits, les issues qui se présentent, dépendent alors du régime politique, de son mode d'instauration historique, de ses formes de légitimité et surtout de son ouverture, au niveau des principes, vers une modification de ses règles et leurs modes de sustentation².

Les différents types de transgression des règles politiques en vigueur dans une société donnée doivent être distingués afin de ne pas confondre dans le terme « subversion » employé

45 de manière banale les actions qui cherchent une effective transformation de la vie humaine de celles qui visent à établir la barbarie parmi les hommes. Or, il est clair que les actions qui contestent la légitimité des règles qui ordonnent la vie collective tout en cherchant une transformation à l'intérieur même de ces règles présupposent ou bien une ouverture au niveau des principes et des idées qui structurent cette collectivité, ou bien une tendance vers la reconnaissance de la nécessité d'une telle ouverture, donnant par là lieu à un élargissement

50 des lois du point de vue constitutionnel. Dans ces derniers cas on se meut dans un univers où les formes d'action politique sont reconnues en tant que forces agissantes de définition du politique et du mode de partage des relations du pouvoir. La vie politique est ainsi régie par un principe d'unité dans lequel les différents membres de la société se reconnaissent

55 mutuellement.

² Action de soutenir.

Denis Rosenfield,
Du mal. Essai pour introduire en philosophie le concept de mal,
Aubier, collection Philosophie de l'esprit,
1990 (p. 157, 158, 159).

RÉSUMÉ DE TEXTE

(6 points)

Vous résumerez le texte en 100 mots ($\pm 10\%$) en ne vous attachant qu'aux grands mouvements de la pensée.

Vous indiquerez, en tête de votre résumé, le nombre total de mots utilisés ; vous aurez soin d'en faciliter la vérification :

- soit en précisant le nombre de mots par ligne,
- soit en mettant un trait vertical tous les vingt mots.

Des points de pénalité seront soustraits en cas :

- de non-respect du nombre total de mots $\pm 10\%$ utilisés,
- de non-indication du nombre total de mots,
- d'absence des séparateurs ou d'indications du nombre de mots par ligne.

RAPPEL :

On appelle *mot*, toute unité typographique signifiante séparée d'une autre par un espace ou un tiret.

Exemple : *c'est-à-dire* = 4 mots

j'espère = 2 mots

après-midi = 2 mots

Mais : *aujourd'hui* = 1 mot

socio-économique = 1 mot

puisque les deux unités typographiques n'ont pas de sens à elles seules

a-t-il = 2 mots

car "t" n'a pas une signification propre.

Attention : un pourcentage, une date, un sigle = 1 mot

QUESTIONS

(2 points)

Vous répondrez, en 6 ou 7 lignes, à chacune des deux questions suivantes :

1/ Que faut-il entendre par l'expression suivante : "La seule transgression, de ce fait, ne préfigure aucune « méchanceté »." ? (Lignes 20 et 21)

2/ Comment faut-il entendre la conjonction des termes "illégal et légitime" pour qualifier dans certains cas le "non-respect" ou la "non-acceptation d'une règle politique" ? (Lignes 29 et 30)

DISSERTATION

(12 points)

À la lumière des œuvres au programme, vous vous demanderez à quelles conditions "une insubordination politique ou une rébellion" peut servir la cause de la justice. (Ligne 35)

Fin de l'énoncé

